

4 International

«La crise climatique menace les fondations de notre système»

CATACLYSMES Selon l'auteur américain Stephen Markley, les catastrophes météorologiques, même importantes, comme l'ouragan «Milton», risquent de ne pas suffire pour accélérer la lutte contre les dérèglements climatiques

PROPOS RECUEILLIS PAR LUIS LEMA
X @luislema

Stephen Markley vient de publier en traduction française un livre de fiction, *Le Déluge* (Albin Michel) qui a fait beaucoup de bruit aux Etats-Unis. L'écrivain californien était récemment invité par la Société de lecture de Genève pour débattre de cet ouvrage dans lequel, sur plus de 1000 pages, il décrit une société aux prises avec les dérèglements climatiques. Il a fallu plus de dix ans à l'auteur pour achever son tableau monumental, qui commence de nos jours et s'achève à la fin des années 2030. Imaginé à la suite de l'ouragan *Katrina* de 2005 en Louisiane, le propos du roman a été dépassé à mesure qu'avancait sa rédaction...

Vous avez écrit un roman d'anticipation. Mais les événements vous ont rattrapé? Oui, je dis toujours que c'est un peu comme Tolstoï qui se serait mis à écrire *Guerre et Paix* au milieu de la campagne napoléonienne en Russie. J'ai dû ajuster constamment mon livre tout en écrivant. La politique liée au climat a changé, l'économie a changé. Il y avait tellement de choses qui se passaient... Mais je voulais vraiment que le livre ressemble à notre présent. Parce que je projette vers le futur, c'est un peu comme si j'avais le luxe d'inventer la crise à venir, et j'ai développé des personnages qui devaient réagir à cela.

Vous le faites très soigneusement, étape par étape. Un critique a dit de votre livre qu'il montrait une «apocalypse au ralenti»? C'est la difficulté de la crise climatique: il s'agit de toute une série d'événements, plus ou moins discrets, et rien ne concentre vraiment l'attention du monde d'une manière aiguë. Dans le livre, j'essayais de me demander quel événement pourrait être de nature à concentrer cette attention. Bien sûr, ce ne sera pas l'apocalypse, c'est la façon dont la crise va entrer progressivement dans notre système économique capitaliste. Quand elle commence à interrompre le flux d'argent, de commerce, de biens, c'est là que le monde politique n'a plus d'autre choix que d'y prêter réellement attention.

Je ne pense pas qu'il y ait un événement météorologique assez grand, ouragan ou autre, pour forcer les gens à accomplir le changement nécessaire. Mais, si tout d'un coup, notre système d'assurances et de réassurances – et c'est un domaine particulièrement important pour la Suisse – se met à dérailler, si le secteur de l'immobilier est à risque, ou si le système bancaire plonge dans le chaos, alors oui, les dirigeants politiques devront agir. Or il n'y a aucune façon d'agir, honnête et efficace, sans se pencher sur les sources de la crise. C'est ce genre de théories que le livre met en mouvement.

Au-delà des cyclones ou des inondations, ce sont les fondations mêmes du système qui sont en jeu? Absolument. Et nous sentons bien que c'est déjà le cas. Vous savez, tout cela reste dans les marges des informations pour le moment. Ce qui se passe autour des assurances, mais aussi avec les prix et la production de la nourriture. Il y a tellement de façons dont cela (le changement climatique) touche nos vies quotidiennes, qu'il est impossible de l'ignorer. Mais nous prétendons cette ignorance fautive, précisément, d'avoir atteint un degré suffisamment critique. Pour agir, les gens doivent ressentir des soucis pour leur famille, pour leur emploi, etc., faute de quoi, ils ne réagissent pas.

Truffé de personnages, votre roman les laisse de quelque sorte décider de ce qui



«Pour agir, les gens doivent ressentir des soucis pour leur famille, pour leur emploi»

pourrait fonctionner pour arrêter «le déluge»... Je dois avoir l'humilité de dire que je ne sais pas ce qui va marcher. J'ai mes préférences et mes théories personnelles, mais je ne sais pas, et je ne crois pas que quiconque le sache. C'est l'engagement des citoyens au sein de leurs démocraties qui a encouragé tout le progrès jusqu'à présent. Mais il faut reconnaître que la démocratie est incroyablement têtue, frustrante. Elle nous rend tous fous, mais elle est absolument nécessaire, car elle seule peut répondre à la crise.

INTERVIEW

Même si nous avons plongé dans la polarisation et l'investive, même avec tout le bullshit qui entoure le débat, le monde a fait des progrès qui auraient semblé impossibles il y a encore 5 ans. Beaucoup de choses ont été conduites par les politiques des Etats-Unis et de l'Union européenne (UE). Paradoxalement, l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Vladimir Poutine a poussé l'UE à agir plus rapidement. Aux Etats-Unis, cela a produit la mise en place de l'IRA (Inflation Reduction Act) et des réglementations suivantes de l'administration Biden.

Cette loi sur la réduction de l'inflation, adoptée en août 2022, veut mobiliser sur dix ans 369 milliards de dollars pour soutenir l'industrie verte. C'est un tournant, à vos yeux? A travers cette loi, vous pouvez tracer la manière dont a pu être lancée, aux Etats-Unis, une initiative majeure sur le bilan climatique. L'IRA a été possible grâce à deux sièges du Sénat qui ont changé de couleur en Géorgie en 2020, alors que les démocrates eux-mêmes ne s'y attendaient pas. L'origine de la loi doit beaucoup à la femme politique Stacey Abrams, qui a mobilisé les voix. On voit donc comment une petite poussée démocrate locale a conduit à des énormes effets en cascade. Ce qu'il faudrait, c'est pouvoir reproduire cette action sur une plus grande échelle.

Vous voyez donc une différence claire entre démocrates et républicains en matière de climat? Je ne pense pas que cela soit discutable. Si l'on regarde ce que le Parti républicain a planifié et promet durant cette campagne, ce serait un rétablissement complet des pires politiques climatiques que l'on puisse imaginer. C'est comme si on chargeait à ras bord de pétrole notre vaisseau énergétique jusqu'au XXI^e siècle. Pour moi, c'est comme si vous votiez directement pour un épouvantail.

A l'inverse, je pense que l'administration Joe Biden-Kamala Harris a poussé la politique climatique plus vite que n'importe quelle autre administration américaine, ou que n'importe quelle autre démocratie dans le monde. J'espère que, si les démocrates réussissent à s'emparer des deux chambres du Congrès, nous pourrions accélérer cette politique et atteindre, ou même surpasser, notre objectif climatique de Paris en 2030.

Kamala Harris ne semblait pas très décidée sur le sujet. Ses propositions étaient

très faibles lors de son débat contre Donald Trump? Oui mais pour moi, ce débat est juste une partie de cette distance que la plupart des gens ont avec ce qui se passe réellement. La vérité, c'est que l'administration Biden-Harris a utilisé un gros montant d'argent dans le pays pour commencer à produire de l'énergie propre. Les batteries, les panneaux solaires, les éoliennes, l'hydrogène vert, l'énergie géothermique... Dans un coin ou l'autre des Etats-Unis, ils ont investi de l'argent dans chaque pièce de politique climatique qui compte. J'ai passé mon temps à regarder le détail de ce qu'ils ont fait, et j'en suis le premier étonné.

La même Kamala Harris a pourtant fait l'apologie de la fracturation hydraulique («fracking») pour extraire le gaz et le pétrole... Nous le savons bien, Harris a besoin de la moitié des votants de la Pennsylvanie, favorables au fracking, pour remporter la présidence. Je peux me tromper, mais je la vois mal se mettre à utiliser cette méthode partout aux Etats-Unis. Ce n'est pas ce que les politiques actuelles disent, qui visent à contraindre l'expansion des combustibles fossiles. En revanche, je pense que nous sous-estimons encore que ce qu'il pourrait advenir si Donald Trump redevenait président. Il promet d'interdire à chaque norme démocratique de faire son chemin. Ainsi, il abolirait simplement l'IRA, si besoin de manière purement dictatoriale. Il peut compter avec la Cour suprême, qui ne le contredirait pas.

«Vu l'ampleur très spéciale de cette crise, peu importe ce que vous faites, vous êtes un acteur politique»

Le rôle joué par les Etats-Unis sera-t-il central? C'est certainement un acteur majeur, dont le moteur déterminera la vitesse à laquelle nous pourrions aller. Avec les Etats-Unis qui pousseraient autant que possible, à l'aide de carottes et de bâtons, cela affecterait l'ensemble de l'économie mondiale. Je pense, là aussi, qu'on sous-estime combien de progrès pourraient faire les Etats-Unis et l'UE s'ils travaillaient ensemble pour mener la décarbonation de l'économie aussi vite que possible. Cela n'a pas encore eu lieu, mais encore une fois, le momentum a été très impressionnant ces cinq dernières années.

Contrairement à certains personnages de votre livre, qui vont jusqu'à commettre des actions violentes, vous prônez donc d'agir au sein des institutions? Nous avons besoin de personnes qui travaillent à l'intérieur du Parti démocrate mais nous avons aussi besoin de personnes qui poussent de l'extérieur, que ce soit des activistes, des syndicats, des éducateurs, des artistes ou... des écrivains. Nous ne pouvons pas nous permettre de choisir un seul chemin. Je pense que, vu l'ampleur très spéciale de cette crise, peu importe ce que vous faites, peu importe l'endroit où vous vous trouvez, peu importe votre profession, vous êtes un nodule dans tout cela. Vous êtes un acteur politique, avec l'habileté d'affecter le changement dans toute situation.

Pourrions-nous procéder à assez de changements pour décarboner l'économie mondiale en vingt-cinq ans? Cela ne va pas se passer. Il faut pourtant trouver des moyens de conduire les lignes vers les majors du carbone, trouver des alliés qui sont à l'extérieur de la sphère de la politique et de la gauche traditionnelle, des moyens de construire des coalitions et des mouvements larges. On ne peut pas se permettre de rester dans un club-house, un club de l'entresol. ■

En Allemagne, un duel populiste inédit

POLITIQUE La coprésidente de l'extrême droite allemande (AfD), Alice Weidel, et la cheffe du nouveau mouvement BSW, Sahra Wagenknecht, se sont affrontées hier lors d'un débat télévisé. Entre elles, quelques différences et pas mal de points communs

DELPHINE NERBOLLIER, BERLIN
X @delphnerbollier

C'est un duel télévisé inédit qui a eu lieu ce mercredi soir sur la chaîne privée allemande Welt TV. D'un côté, Alice Weidel, coprésidente du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), reconnaissable à ses incontournables chemisier blanc, blazer noir et collier de perles, et, de l'autre, Sahra Wagenknecht, cheffe d'une formation portant son nom, Alliance Sahra Wagenknecht (BSW), comme à son habitude en tailleur coloré, d'un jaune-vert éclatant.

Pour cette chaîne orientée à droite, il s'agissait de faire débattre deux des personnalités les plus controversées et les plus influentes de la scène politique actuelle. En pleine ascension, l'AfD et BSW sont devenus incontournables ces derniers mois dans le paysage politique. Fondé il y a onze ans, l'AfD a dépassé les 30% des votes en septembre dans les régions est-allemandes de Thuringe, Saxe et du Brandebourg. Et à un an des élections législatives, elle se place comme la deuxième force du pays avec 17% des intentions de vote. Ce sera justement Alice Weidel qui mènera la liste aux législatives et qui, en cas de victoire, pourrait devenir chancelière... ou plutôt chancelier. Opposée à «la folie du wokisme», elle refuse la féminisation des mots.

D'accord sur la Russie...

L'Alliance Sahra Wagenknecht, formation populiste mélangeant des accents très à gauche en matière d'économie et très à droite en termes d'immigration, est de son côté devenue faiseuse de roi en Thuringe où elle a atteint 15,6% des voix en septembre et s'impose comme le seul partenaire possible pour la droite conservatrice de la CDU. Un vrai succès pour une formation d'à peine neuf mois d'existence. Dans les sondages nationaux, BSW fait toutefois encore beaucoup moins bien, avec 7% seulement des intentions de vote.

Durant la grosse heure qu'a duré ce débat télévisé, ces deux personnalités ont tenté de se différencier, parfois assez difficilement. Car entre leurs deux for-

mations, les points d'accord sont nombreux, à commencer par le dossier ukrainien. Toutes deux jugent que la guerre d'invasion russe, bien qu'«illégal» trouve ses racines dans les «provocations des Etats-Unis et de l'OTAN». Toutes deux condamnent les sanctions contre la Russie et l'arrêt des livraisons de gaz russe, très négatives pour l'économie allemande. Même accord sur un arrêt des livraisons d'armes à l'Ukraine et sur la nécessité de lancer des négociations de paix.

... et divisées sur Israël

Sur le dossier migratoire, central pour l'AfD et majeur aussi pour BSW, les deux leaders ont tenté de se démarquer. Alice Weidel a confirmé vouloir renvoyer plusieurs centaines de milliers d'étrangers du pays, estimant que le droit d'asile n'est pas un droit illimité. Sahra Wagenknecht, de son côté, a certes reconnu «juste de limiter l'immigration et de renvoyer les étrangers non intégrés» mais accuse l'AfD de «créer un ressentiment contre tous les étrangers». Offensive, elle a aussi accusé Alice Weidel, qu'elle qualifie de «femme politique conservatrice», de soutenir, au sein de son parti, des personnalités d'extrême droite telles que Björn Höcke, chef de l'AfD en Thuringe. Et de laisser comprendre que sa formation, BSW, ne pourra pas envisager de travailler avec l'AfD tant que de telles personnes «proches des néonazis» resteront à l'AfD. Une attaque à laquelle Alice Weidel a refusé de répondre.

Mais c'est peut-être la question israélienne qui a le plus opposé ces deux femmes politiques, entre une Alice Weidel à 100% derrière «le droit à se défendre» d'Israël et une Sahra Wagenknecht condamnant les attaques du Hamas mais prônant un «embargo sur les armes» pour forcer le gouvernement israélien à cesser ses «crimes de guerre» à Gaza.

Pas dénué de rebondissements, ce débat était un nouveau beau coup médiatique pour la chaîne privée Welt TV. Déjà en avril, celle-ci avait organisé un débat très polémique entre le très radical chef de l'AfD en Thuringe, Björn Höcke, et son concurrent de la CDU, Mario Voigt. Aucune autre chaîne de télévision n'a toutefois suivi cet exemple, soit le fait d'accorder autant de place à des personnalités populistes, qu'elles soient de gauche ou de droite. Une ligne qui bougera peut-être à l'approche des prochaines législatives. ■

EN BREF

L'UE lance un «pont aérien» humanitaire vers le Liban

L'Union européenne a annoncé hier l'envoi de trois avions chargés d'aide humanitaire à destination du Liban, où les combats font rage entre l'armée israélienne et le Hezbollah. «L'UE se tient aux côtés des populations affectées par la crise en cours au Liban», a souligné la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen. Par ailleurs, une source gouvernementale libanaise a indiqué que le Hezbollah avait informé les autorités de son accord pour un cessez-le-feu avec Israël le jour où son chef, Hassan Nasrallah, a été tué. AFP

Washington met Israël en garde

Les Etats-Unis ont mis en garde mercredi Israël contre toute offensive au Liban qui «ressemblerait» à ce qu'il s'est passé dans la bande de Gaza, en réponse à des déclarations du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. «Je dis très clairement qu'il ne devrait pas y avoir d'action militaire au Liban qui ressemblerait à Gaza et dont le résultat ressemblerait à Gaza», a déclaré à la presse le porte-parole du Département d'Etat, Matthew Miller. AFP